

doc
CA1
EA10
94T38
EXP



CANADA

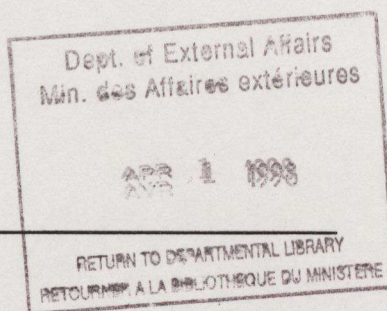
TREATY SERIES 1994/38 RECUEIL DES TRAITÉS

ECONOMIC COOPERATION

Agreement between CANADA and the RUSSIAN FEDERATION on
Economic Cooperation

Moscow, May 8, 1993

In force December 7, 1994



COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Accord de coopération économique entre le CANADA et la
FÉDÉRATION DE RUSSIE

Moscou, le 8 mai 1993

En vigueur le 7 décembre 1994



CANADA

TREATY SERIES 1994/38 RECUEIL DES TRAITÉS

ECONOMIC COOPERATION

Agreement between CANADA and the RUSSIAN FEDERATION on
Economic Cooperation

Moscow, May 8, 1993

In force December 7, 1994

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Accord de coopération économique entre le CANADA et la
FÉDÉRATION DE RUSSIE

Moscou, le 8 mai 1993

En vigueur le 7 décembre 1994

53 427 707
/ b 3138793

53 427 690
b 3138781

**AGREEMENT BETWEEN
CANADA AND THE RUSSIAN FEDERATION
ON ECONOMIC COOPERATION**

Canada and the Russian Federation (hereinafter referred to collectively as "Parties" and individually as "Party"),

DESIRING to strengthen the traditional links of friendship and the cordial relations which exist between the two countries reflected in the Treaty of Concord and Cooperation between Canada and the Russian Federation signed at Ottawa on June 19, 1992;

TAKING INTO CONSIDERATION the Agreement on Trade and Commerce between Canada and the Russian Federation signed at Ottawa on June 19, 1992 and the Agreement for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments signed at Moscow on November 20, 1989;

RECALLING the Joint Statement on Main Principles and Directions of Economic Cooperation between Canada and the Russian Federation signed at Moscow on July 3, 1992;

RECOGNIZING that broader and more diversified links between their public and private sectors of economy would be of mutual benefit to both countries;

NOTING the importance of bilateral programs for technical cooperation, including personnel training, for the success of market reform in Russia and achieving the objectives of this Agreement;

CONSCIOUS of the importance of an open international trading system based on market principles and a liberalized regime for foreign investment;

DESIROUS of undertaking further development, promotion and expansion of trade, investment, financial, industrial and scientific and technological cooperation between the two countries and;

RESOLVING to undertake new and energetic efforts to develop and expand this cooperation;

HAVE AGREED as follows:

ARTICLE I

SUBJECT AND OBJECTIVES

The Parties agree that the subject of the current Agreement is economic cooperation including trade, investment, financial, industrial and scientific and technological cooperation between enterprises, organizations, companies and Government agencies of the two countries.

The objectives of this Agreement are to:

1. Promote the activities of enterprises, organizations and companies with differing forms of ownership and Government agencies in their efforts to expand bilateral economic cooperation;
2. Expand two-way trade and facilitate access to each other's markets;

**ACCORD DE COOPERATION ECONOMIQUE
ENTRE LE CANADA
ET LA FEDERATION DE RUSSIE**

Le Canada et la Fédération de Russie, ci-après dénommés la ou les Parties,

DESIRANT renforcer les liens traditionnels d'amitié et la cordialité des relations entre les deux pays comme en témoigne le Traité entre le Canada et la Fédération de Russie sur l'entente et la coopération signé le 19 juin 1992 à Ottawa;

PRENANT EN CONSIDERATION l'Accord de commerce entre le Canada et la Fédération de Russie signé le 19 juin 1992 à Ottawa et l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements signé le 20 novembre 1989 à Moscou;

RAPPELANT la Déclaration conjointe relative aux grands principes et aux orientations générales de la coopération économique entre le Canada et la Fédération de Russie signée le 3 juillet 1992 à Moscou;

RECONNAISSANT que l'élargissement et la diversification des liens entre leurs secteurs privés et leurs secteurs publics seraient à l'avantage de l'un et l'autre pays;

PRENANT ACTE de l'importance des programmes bilatéraux de coopération technique, y compris la formation du personnel pour assurer la réussite des réformes économiques en Russie et pour atteindre les objectifs énoncés dans le présent Accord;

CONSCIENTS de l'importance d'un système commercial ouvert fondé sur l'économie de marché et d'un régime de libéralisation des investissements étrangers;

DESIRANT accélérer le développement, la promotion et l'expansion de la coopération dans les domaines du commerce, des investissements et les secteurs financier, industriel, et technique et scientifique entre les deux pays;

RESOLUS à entreprendre des efforts renouvelés et énergiques pour développer et diversifier leur coopération;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE 1

THEME ET OBJECTIFS

Les Parties conviennent que le présent Accord porte sur la coopération économique, y compris la coopération en matière commerciale, d'investissements, financière, industrielle, scientifique et technologique entre les entreprises, organismes, sociétés commerciales et agences gouvernementales des deux pays.

Les objectifs de cet Accord sont les suivants :

1. Promouvoir les activités des entreprises, organisations et compagnies aux régimes de propriété différents et des organismes gouvernementaux, afin de favoriser l'expansion de la coopération bilatérale en matière économique;
2. élargir le commerce bilatéral et faciliter l'accès à leurs marchés respectifs;

3. Facilitate the identification of specific trade and investment opportunities in their respective countries; and
4. Encourage the development of mutually beneficial cooperation in areas of science and technology and in particular, those with economic and industrial applications.

ARTICLE II

PRINCIPLES AND FORMS OF COOPERATION

The Parties share a commitment to market principles with respect to international trade and foreign investment. The Parties agree to encourage and facilitate in accordance with their national laws, regulations and policies, and on the basis of fair and equitable treatment, direct contact and broader cooperation between business and scientific communities, associations, organisations, and Government agencies of both countries.

To this end, the Parties agree:

1. With respect to economic cooperation, to exchange information on economic development priorities, national economic plans and forecasts, and other significant policies and developments which have an impact on economic relations between the two countries.
2. With respect to trade and investment cooperation, to:
 - (a) promote and support trade and investment missions, market analyses, links between business communities and institutions and other initiatives which bring together potential business partners;
 - (b) exchange trade, investment and market information provided that its provision does not conflict with existing laws and regulations of either country;
 - (c) exchange appropriate information at an early stage on significant forthcoming public sector industrial projects;
 - (d) identify and facilitate trade and investment opportunities by:
 - (i) ensuring that its laws, regulations, procedures and administrative rulings of general application respecting any matter covered by this Agreement are promptly published or otherwise made available to interested persons;
 - (ii) identifying specific projects and sectors of potential interest for cooperation;
 - (iii) informing their respective business communities of investment opportunities in the other country;
 - (iv) encouraging the expansion of financial and banking cooperation;

3. faciliter l'identification des possibilités spécifiques de commerce et d'investissement qui s'offrent dans leurs pays respectifs;
4. favoriser le développement de la coopération dans des domaines scientifiques et technologiques mutuellement profitables, en particulier ceux qui se prêtent aux applications économiques et industrielles.

ARTICLE II

PRINCIPES ET FORMES DE COOPERATION

Les Parties sont l'une et l'autre attachées aux principes de l'économie de marché pour ce qui concerne le commerce extérieur et les investissements étrangers. Les Parties conviennent donc d'encourager et de faciliter, conformément à leurs lois, politiques et règlements nationaux respectifs, et sur la base d'un traitement juste et équitable, des relations directes et une coopération accrue entre les milieux scientifiques et d'affaires, les associations, les organisations et les organismes gouvernementaux des deux pays.

À cette fin, elles sont convenues de ce qui suit :

1. En ce qui a trait à la coopération économique, d'échanger des informations sur les priorités de développement économique, les plans et prévisions économiques nationaux et autres politiques et faits nouveaux importants qui ont une influence économique dans les deux pays;
2. En ce qui a trait à la coopération en matière de commerce et d'investissement :
 - a) encourager et appuyer l'organisation de missions commerciales et d'investissement, l'exécution d'analyses de marché, l'établissement de liens commerciaux et institutionnels, ainsi que toutes autres initiatives permettant de mettre en contact des partenaires commerciaux possibles;
 - b) échanger des informations sur le commerce, les investissements et le marché, à la condition que leur divulgation ne contrevienne pas aux lois et règlements en vigueur dans chaque pays;
 - c) échanger, dès les premières étapes, des informations sur des projets industriels importants relevant du secteur public et d'exécution prochaine;
 - d) déterminer et faciliter les débouchés en matière de commerce et d'investissement, et ce :
 - i) en veillant chacune à ce que ses lois, règlements, formalités et règles administratives d'application générale concernant toute question visée par le présent Accord soient rapidement publiés ou rendus disponibles de façon à permettre aux intéressés d'en prendre connaissance,
 - ii) en déterminant des projets et des secteurs spécifiques pouvant présenter un intérêt pour la coopération,

- (e) assist in identifying appropriate sources of possible project financing;
 - (f) facilitate, where appropriate, the staging of industrial fairs, exhibitions and other promotional activities;
 - (g) encourage business communities, particularly small and medium-sized enterprises, in their efforts to develop joint business activities;
 - (h) facilitate, in accordance with national laws and regulations and on the basis of reciprocity, the entry and exit of public and private sector experts, investors, business representatives, scientists, and technicians as well as material and equipment necessary for the fulfilment of activities falling within the scope of this Agreement: this material and equipment shall not be for commercial sale;
 - (i) encourage joint activities between Canadian firms and Russian enterprises and organizations in exporting to third countries;
 - (j) review impediments to trade and investment which might hinder achievement of the objectives of this Agreement with the aim of eliminating such impediments.
3. With respect to industrial, scientific and technological cooperation, to promote and improve cooperation between the public and private sectors of the two countries including joint research and development and the transfer of technology, through appropriate channels in accordance with their respective economic and development policies and priorities, by encouraging, supporting and facilitating:
- (a) the exchange of information on technologies and know-how;
 - (b) the conclusion of licensing arrangements and industrial consulting agreements;
 - (c) the industrial application of research and development results and the transfer of technology in order to promote the application, adaptation and improvement of existing and new high technology products, processes and management skills;
 - (d) initiatives to improve quality control and standards for products, notably for export;
 - (e) joint projects involving scientific and technological communities in the public and private sectors;
 - (f) exchanges of views on the formulation and application of scientific and technological policies.

ARTICLE III

SECTORS OF COOPERATION

The principle areas of cooperation shall be in sectors of respective economic, trade, investment, industrial and scientific

- iii) en informant leurs milieux d'affaires respectifs des possibilités d'investissement qui s'offrent dans l'autre pays,
 - iv) en encourageant l'expansion de la coopération en matière financière et bancaire,
 - e) aider à déterminer les sources potentielles de financement des projets;
 - f) faciliter, éventuellement, l'organisation de foires industrielles, d'expositions et d'autres activités de promotion;
 - g) encourager les milieux d'affaires, particulièrement les petites et moyennes entreprises, à mettre sur pied des entreprises conjointes;
 - h) faciliter, conformément à leurs lois et règlements nationaux respectifs, et sur la base de réciprocité, l'entrée et la sortie des experts, investisseurs, représentants des milieux d'affaires, scientifiques et techniciens, des secteurs public et privé, ainsi que de l'équipement et du matériel nécessaires à l'exécution d'activités relevant du présent Accord; cet équipement et ce matériel ne seront pas destinés à la vente;
 - i) explorer les possibilités d'exportation à destination de pays tiers résultant d'associations entre entreprises canadiennes et russes;
 - j) examiner, en vue de les éliminer, les obstacles au commerce et aux investissements qui pourraient entraver la réalisation des objectifs du présent Accord.
3. En ce qui a trait à la coopération industrielle, technique et scientifique, favoriser et améliorer la coopération, la recherche et le développement conjoints et le transfert de technologie, entre leurs secteurs privés et publics respectifs, par les voies appropriées et compte tenu de leurs politiques et priorités respectives en matière économique et de développement, et ce en encourageant, appuyant et facilitant :
- a) l'échange d'informations sur les technologies et le savoir-faire;
 - b) la conclusion d'accords de licence et de services d'expertise-conseil en matière industrielle;
 - c) les applications industrielles des résultats de la recherche et du développement et les transferts de technologie de manière à promouvoir l'application, l'adaptation ou l'amélioration de nouveaux produits de haute technologie, de procédés de fabrication et de techniques de gestion nouveaux ou existants;
 - d) les initiatives visant à améliorer les contrôles et normes de qualité applicables aux produits notamment destinés à l'exportation;
 - e) les projets conjoints auxquels participent leurs milieux scientifiques et technologiques respectifs, privés et publics;

and technological priorities of the Parties and may include the following:

- energy, particularly in oil and gas developments, and safety issues in the generation of nuclear power;
- agriculture, food processing, including storage, handling and distribution;
- conversion of the defence industry;
- forestry industry, particularly the development and modernisation of pulp, paper and wood products facilities;
- mining, including geological exploration, mine development and metallurgy;
- telecommunications and information technology;
- construction, particularly in cold and hostile weather conditions;
- aerospace industry;
- establishment of transport infrastructure and manufacture of means of transportation and associated equipment;
- environmental protection;
- transportation and distribution services;
- professional business services;
- fundamental and applied research on these and other sectors; specific to the economic development of both countries; and

any other fields of cooperation as may be agreed to in the framework of the Intergovernmental Economic Commission.

ARTICLE IV

FINANCIAL SUPPORT OF COOPERATION

The Parties reaffirm the significance of credit and financial support, on mutually beneficial terms and conditions, for purposes of the stable and effective development of economic and commercial cooperation.

The Parties confirm their readiness to continue cooperation in the framework of international financial institutions.

ARTICLE V

INTERGOVERNMENTAL ECONOMIC COMMISSION

The Parties agree to establish a Canadian-Russian Intergovernmental Economic Commission, (hereinafter referred to as the "Commission"). The Commission will facilitate the

- f) les échanges de vues portant sur l'élaboration et l'application des politiques en matière de science et de technologie.

ARTICLE III

SECTEURS DE COOPERATION

Les principaux domaines de coopération s'établiront dans les secteurs de priorité de l'une et l'autre Parties en matière d'économie, de commerce, d'investissement, d'industrie, et de science et de technologie et pourront inclure :

- l'énergie, particulièrement les exploitations de pétrole et de gaz ainsi que les questions sécuritaires concernant l'énergie nucléaire;
- l'agriculture et la transformation des aliments, y compris la conservation, la manutention et la distribution;
- la conversion de l'industrie de défense;
- l'industrie forestière, particulièrement le développement et la modernisation des usines papetières et des établissements de l'industrie du bois;
- les mines, y compris l'exploration géologique, l'exploitation minière et la métallurgie;
- les techniques de télécommunications et d'information;
- la construction, particulièrement par climat froid et rigoureux;
- l'industrie aérospatiale;
- la mise sur pied d'une infrastructure de transport et la fabrication de moyens de transport et du matériel nécessaire;
- la protection de l'environnement;
- les services de transport et de distribution;
- les services professionnels d'affaires;
- la recherche fondamentale et appliquée sur ces secteurs et d'autres étroitement liés au développement économique des deux pays; et

tout autre domaine de coopération convenu éventuellement dans le cadre de la Commission économique intergouvernementale.

ARTICLE IV

FINANCEMENT DE LA COOPERATION

Les Parties réaffirment l'importance des crédits et de l'aide financière à des modalités et conditions mutuellement avantageuses, aux fins du développement constant et réel de la coopération économique et commerciale.

implementation of cooperation arising from this agreement and may consider issues related to the Agreement on Trade and Commerce between Canada and the Russian Federation of June 19, 1992 and the Agreement for the Promotion and Reciprocal Protection of Investments done at Moscow on November 20, 1989.

The Commission will be headed from the Canadian side by the Minister for International Trade of Canada and from the Russian side by the Minister of Economy of the Russian Federation. The Co-Chairmen of the Commission will agree on its terms of reference and procedures.

The Commission shall meet at regular intervals, as a rule, once a year, with meetings alternating between Canada and Russia.

The Commission shall establish such Committees or working groups as may be necessary. As appropriate, the Commission may invite business representatives of both countries to participate in its activities and in the activities of Committees or working groups created by the Commission.

ARTICLE VI

ENTRY INTO FORCE, REVISION, TERM AND TERMINATION

1. This Agreement shall enter into force on the date of an exchange of notes confirming that the Parties have completed their respective legal requirements necessary to bring it into force. In the event that the exchange of notes does not take place on the same day, the Agreement shall enter into force on the date of the last note.
2. On the date of the entry into force of this Agreement, the Long Term Agreement between the Government of Canada and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to Facilitate Economic, Industrial, Scientific and Technical Cooperation signed at Ottawa on July 14, 1976, the Protocol on its extension of October 2, 1986, as well as the Agreement between Canada and the Union of Soviet Socialist Republics on Cooperation in the Industrial Application of Science and Technology signed at Moscow on January 27, 1971, shall cease to have force as between Canada and the Russian Federation.
3. Except as set out above, nothing in this Agreement terminates or amends the Agreements already in force between the Parties.
4. This Agreement shall remain in force indefinitely, unless either Party provides the other Party with not less than six months' written notice of its intention to terminate the Agreement.
5. At the request of either Party, this Agreement may be revised in full or in part by mutual agreement.
6. The revision or termination of this Agreement shall not affect the validity of arrangements or contracts already concluded under this Agreement or any other bilateral trade and investment agreement.

Les Parties confirment leur volonté de poursuivre la coopération dans le cadre des institutions financières internationales.

ARTICLE V

COMMISSION ECONOMIQUE INTERGOUVERNEMENTALE

Les Parties conviennent d'établir une Commission économique intergouvernementale canado-russe (ci-après appelée "la Commission"). Elle sera chargée de faciliter la réalisation des mesures de coopération prévues dans cet Accord et pourra examiner des questions relatives à l'Accord de commerce entre le Canada et la Fédération de Russie du 19 juin 1992 et à l'Accord sur l'encouragement et la protection réciproque des investissements faits le 20 novembre 1989 à Moscou.

La Commission sera présidée du côté canadien par le ministre du Commerce extérieur du Canada et du côté russe par le ministre de l'Economie de la Fédération de Russie. Les coprésidents de la Commission conviendront des attributions et des procédures de celle-ci.

La Commission se réunira régulièrement, en règle générale une fois l'an, au Canada et en Russie alternativement.

La Commission établira les comités ou groupes de travail qu'elle jugera nécessaires. La Commission pourra, s'il y a lieu, inviter des représentants des milieux d'affaires des deux pays à participer à ses activités et à celles des comités ou groupes de travail qu'elle aura mis sur pied.

ARTICLE VI

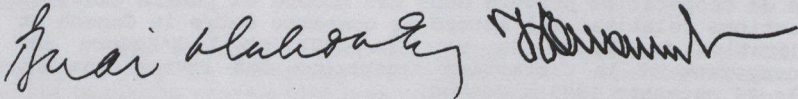
ENTREE EN VIGUEUR, REVISION, DUREE ET EXPIRATION

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date d'un échange de notes confirmant que les Parties ont satisfait leurs exigences juridiques respectives. Si cet échange n'a pas lieu le même jour, l'Accord entrera en vigueur à la date de la dernière note.
2. A la date d'entrée en vigueur du présent Accord, l'Accord à long terme entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques visant à faciliter la coopération économique, industrielle, scientifique et technique signé le 14 juillet 1976 à Ottawa et son protocole de prorogation du 2 octobre 1986 et l'Accord entre le Canada et l'Union des républiques socialistes soviétiques sur la coopération dans l'application industrielle de la science et de la technologie signé le 27 janvier 1971 à Moscou cessent d'être en vigueur entre le Canada et la Fédération de Russie.
3. Hormis les dispositions ci-dessus, les accords déjà en vigueur entre les Parties ne sont ni résiliés ni modifiés par le présent Accord.

DONE at Moscow, this 8th day of May, 1993 in duplicate, in the English, French and Russian languages, all three texts being equally authentic.

For Canada
Brian Mulroney

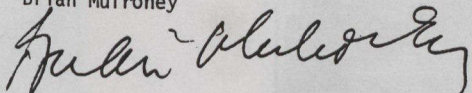
For the Russian Federation
Boris Yeltsin

The image shows two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is for Brian Mulroney, written in a cursive style. The signature on the right is for Boris Yeltsin, also in a cursive style, appearing more stylized and less legible than the one on the left.

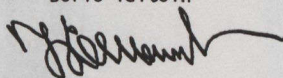
4. Le présent Accord restera en vigueur à moins qu'une ou l'autre des Parties ne le dénonce, sur un préavis écrit d'au moins six mois à l'autre Partie.
5. A la demande de l'une ou l'autre des Parties, le présent Accord peut être révisé en tout ou en partie par consentement mutuel.
6. La révision ou la dénonciation du présent Accord n'affectera pas la validité des arrangements ou des contrats déjà conclus en vertu de cet Accord ou de tout autre accord bilatéral d'investissement et de commerce.

FAIT à Moscou, ce 8ème jour de mai 1993 en double exemplaire, en langues française, anglaise et russe, chaque texte faisant également foi.

POUR LE CANADA
Brian Mulroney



POUR LA FÉDÉRATION DE RUSSIE
Boris Yeltsin



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20093158 5

DOCS

CA1 EA10 94T38 EXF

Canada

Economic cooperation : agreement
between Canada and the Russian
Federation on economic cooperation

Minister of Public Works and Government Services

Canada - 1998

Available in Canada through your local bookseller or
by mail from Canadian Government Publishing -

PWGSC

Ottawa, Canada K1A 0S9

Catalogue No. E3-1994/38

ISBN 0-660-60392-6

Ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux

Canada - 1998

En vente au Canada chez votre libraire local ou par
la poste auprès des Éditions du gouvernement du

Canada - TPSGC

Ottawa, Canada K1A 0S9

N° de catalogue E3-1994/38

ISBN 0-660-60392-6

7
3

7
1